



**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France  
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées  
de Paris et des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot-Curie  
BP 102  
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 21/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SUEZ RR IWS SOLUTIONS**

18 route du Bassin N 6  
92230 Gennevilliers

Références : PPC2024  
Code AIOT : 0007403865  
N° RVAT : 61737

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2024 dans l'établissement SUEZ RR IWS SOLUTIONS implanté 18 Route du Bassin N°6 92230 Gennevilliers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RR IWS SOLUTIONS
- 18 Route du bassin n°6 92230 Gennevilliers
- Code AIOT : 0007403865
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société SUEZ exploite une plate-forme de transit, de regroupement et de tri de déchets dangereux. Le site est composé d'un bâtiment administratif et d'un bâtiment où est réalisé l'ensemble des opérations de réception, tri, conditionnement, stockage et expédition de déchets dangereux.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Matériel de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 9.3.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
3	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 1 condition 11.12.1	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
4	Réception des déchets	Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 1 condition 12.3.4.1	Sans objet
5	Réception des déchets	Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 1 condition 12.3.4.2	Sans objet
6	Réception des déchets	Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 1 condition 12.3.4.3	Sans objet
7	Réception des déchets	Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 1 condition 12.3.4.4	Sans objet
8	Réception des déchets	Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 1 condition 12.3.4.5	Sans objet
9	Réception des déchets	Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 1 condition 12.7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit veiller à réaliser une évaluation du nombre d'extincteurs nécessaires sur son site et mettra à jour les plans si nécessaire.

Il doit veiller également à surveiller la hauteur de stockage des moyens de conditionnement de produits dangereux, en particulier sur l'empilement des cartons présents sur son site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Matériel de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 9.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositions générales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/12/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'établissement disposera de moyens de secours contre l'incendie en nombre suffisant et adaptés aux risques à combattre. Ils seront placés de façon bien visible en des lieux d'accès faciles et maintenus dégagés, seront vérifiés au moins une fois par an et le personnel de l'établissement sera entraîné à leur manœuvre. Les moyens de secours seront protégés contre le gel éventuel.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection du 11/12/2023 avait permis de constater un écart entre le nombre d'extincteurs disponibles sur le site et la déclaration de conformité N4.</p> <p>Cet écart serait dû à une erreur de comptage, les extincteurs présents dans le local TGBT du site auraient été comptabilisés dans la zone administrative de l'installation au lieu de la zone d'exploitation.</p> <p>Un devis (N° DE11-71838) en date du 21/10/2024 a été envoyé par la société DESAUTEL à l'exploitant afin de pouvoir être en conformité vis-à-vis du certificat N4 et Q4.</p> <p>L'exploitant a mis à jour et transmis à l'inspection des installations classées les plans du site avec les moyens d'extinction disponibles à date.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant fera une évaluation du nombre d'extincteurs nécessaires sur son site et mettra à jour si nécessaire la documentation correspondante (plans).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : État des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Connaissance des risques et des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  État des matières stockées. Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b>  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées pour chacune de ses filières. Le document, sous forme de Sharepoint, est accessible par le personnel d'astreinte. Il dispose, avant réception des déchets, des FDS (Fiche de Données de Sécurité) lorsqu'il s'agit de produits bruts et d'une FID (Fiche d'Identification Déchet) lorsque il s'agit d'un mélange de produits. La FID contient des informations importantes comme le producteur du déchet, la dénomination du déchet ainsi que les principaux éléments le constituant, les propriétés et mentions de danger connues, les précautions à prendre pour la manipulation et le stockage et le type de conditionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 1 condition 11.12.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Hauteur du stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  La stabilité mécanique des stockages devra être assurée. A cet effet, l'empilement des emballages est limité à : <ul style="list-style-type: none"><li>• 2 hauteurs pour les fûts s'ils sont correctement palettisés et en bon état et pour les conteneurs de 1 m<sup>3</sup> ;</li><li>• 3 hauteurs pour les bonbonnes et bacs plastiques normalisés. Les autres contenants mobiles seront stockés sur une seule hauteur sauf s'ils sont palettisés, auquel cas un second niveau sera acceptable, mais ne seront pas empilés avec les fûts, bonbonnes et bacs.</li></ul> Les dépôts seront conçus pour permettre l'accès facile aux divers récipients et la libre circulation entre les piles de contenant. Des allées de circulation seront matérialisées par marquage indélébile au sol. En cas de stockage sur rack, celui-ci sera limité à 5 niveaux de stockage, sous réserve que la stabilité soit assurée. Les moyens de détection et de protection incendie seront adaptés au type de stockage. En tout état de cause, la hauteur maximale de stockage sera limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage. Une distance minimale d'un mètre séparera le haut des stockages de la base du plafond ou de la toiture.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté que la hauteur maximale de stockage des emballages (ici l'empilement des cartons), limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, ne semblait pas respectée après contrôle visuel. Le même constat a été fait concernant la distance minimale d'un mètre qui doit séparer le haut des stockages de la base du plafond ou de la toiture.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra justifier que la hauteur des stockages est bien conforme, et devra modifier si nécessaire l'agencement de son espace de stockage des emballages carton afin de se mettre en conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, demande de justificatifs
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Réception des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 1 condition 12.3.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établira une procédure écrite et rédigera des consignes définissant les modalités de réception des déchets. Cette procédure et ces consignes systématiquement mises à jour seront tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées sa procédure relative aux modalités de réception des déchets. La dernière mise à jour du document date du 12/11/2021. Le document liste les différentes étapes de réception des déchets à savoir : <ul style="list-style-type: none"><li>• le contrôle administratif et pesée camion</li><li>• le contrôle du camion</li><li>• le contrôle du déchet - Dépotage vrac/ Déchargement conditionnements et pesée camion</li><li>• la tenue du registre des entrées.</li></ul> Pour chaque étape sont définis également les différents éléments à vérifier.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Réception des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 1 condition 12.3.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Examen du chargement
<b>Prescription contrôlée :</b>  A l'arrivée des déchets sur le centre, les opérations suivantes seront conduites préalablement au déchargement : <ul style="list-style-type: none"><li>• contrôle administratif (présence du CAP ,du BSDI renseigné,...) ;</li><li>• pesée du camion (à l'exception des camions de l'activité assainissement et maintenance industrielle);</li><li>• contrôle du camion (équipement, signalisation, chargement) et du conducteur (formation, équipement,...)</li><li>• contrôle de non radioactivité (à l'exception des camions de l'activité assainissement et maintenance industrielle) ;</li><li>• conformité avec le CAP et le BSDI.</li></ul> Si le déchet peut être déchargé sur site, le véhicule sera alors dirigé vers la zone correspondante.
<b>Constats :</b>  L'ensemble des opérations de réception de déchet devant être réalisées avant le déchargement sont reprises dans la procédure de réception des déchets. Cette procédure est facilement accessible au personnel du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Réception des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 1 condition 12.3.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle du déchet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une fois les déchets déchargés, l'exploitant sera tenu d'effectuer des analyses de contrôle. La nature et la fréquence de ces analyses dépendront du type de déchet, des quantités livrées et du traitement prévu. La prise d'échantillon et la réalisation de tests rapides seront formalisés dans des modes opératoires.
<b>Constats :</b>  Pour les déchets liquides et solides déchargés sur site, l'exploitant effectue des analyses de contrôle consistant en un contrôle du pH et un test de combustion. Le document décrivant les modes opératoires a été vu par l'inspection des installations classées (dernière mise à jour du document le 10/03/2023). Le document est facilement accessible aux chimistes du site. En cas de doute sur la nature du déchet, un échantillonnage et des analyses plus poussées sont réalisés sur le site de GIVORS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 7 : Réception des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 1 condition 12.3.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre de pris en charge
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour chaque arrivage de déchet un registre sera renseigné mentionnant : <ul style="list-style-type: none"><li>• la date et l'heure d'entrée du camion ;</li><li>• l'immatriculation du camion ;</li><li>• la nature du déchet déclarée par le producteur et le transporteur suivi du numéro de la nomenclature déchets (conformément au décret 2002-540) ;</li><li>• l'identité du producteur ;</li><li>• la quantité reçue et le mode de conditionnement ;</li><li>• la provenance ;</li><li>• l'identité du transporteur ;</li><li>• le numéro du certificat d'acceptation préalable ;</li><li>• le résultat des tests et analyses effectués ;</li><li>• des observations s'il y a lieu.</li></ul> Un bordereau de réception sera systématiquement émis.
<b>Constats :</b>  Lors d'un arrivage de déchet, un registre véhicule (sous format papier) est rempli par le conducteur. Ce registre contient la date et l'heure d'entrée du camion, l'immatriculation du camion, la nature du déchet déclarée par le producteur, l'identité du producteur ainsi que la quantité reçue. Pour compléter ce registre, l'exploitant a à sa disposition le logiciel HECATE lui permettant d'enregistrer chaque arrivage de déchets. Cet enregistrement donne lieu à un dossier de réception contenant l'ensemble des informations nécessaires
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Réception des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 1 condition 12.3.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets non pris en charge
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets qui ne pourront pas être pris en charge sur le site seront soit retournés au producteur, soit éliminés dans des installations dûment autorisées. Une fiche d'anomalie sera établie à chaque fois que les déchets seront refusés. Cette fiche mentionnera l'origine du déchet, le nom du producteur et du transporteur, le motif du refus de la prise en charge sur le site et sa destination . L'inspection des installations classées sera prévenue sans délai. Une procédure écrite concernant la conduite à tenir en cas de réception de tels déchets sera établie et tenue à la disposition des installations classées.
<b>Constats :</b>  Lorsque qu'un déchet est refusé, l'exploitant remplit via Trackdéchets une fiche anomalie. L'origine et l'appellation du déchet, le nom du producteur ainsi que le motif du refus de la prise en charge y sont renseignés. Un mail est automatiquement envoyé à la DRIEAT pour information. L'inspection des installations classées a vérifié par sondage les fiches d'anomalie datées du 31/01/2024 et du 14/06/2024 et a constaté qu'elles étaient exhaustives et renseignées dans Trackdéchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Réception des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/11/2003, article 1 condition 12.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité et étiquetage
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant devra être en mesure d'assurer la traçabilité de tous les déchets présents sur le site à quelque moment que ce soit de leur traitement ou de leur transit à l'exception des résidus d'assainissement boueux et non boueux. L'exploitant devra avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation. Les fûts, réservoirs, canalisations et autres emballages devront porter en caractères très lisibles le nom des produits ou la nature du déchet contenu, leur dangerosité et éventuelle toxicité ainsi que les précautions d'utilisations nécessaires.
<b>Constats :</b>  L'exploitant assure la traçabilité de tous ses déchets présents sur le site via le Sharepoint lui indiquant son état des stocks. Les documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation sont les FDS et les FID. L'inspection des installations classées a constaté sur site que les fûts et les emballages contenant des déchets dangereux portaient de manière lisible le nom des produits, leur dangerosité (pictogramme) et les précautions d'utilisation nécessaires (EPI).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite